

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



86/23

"SE PREPARER POUR LE  
PROCHAIN SIECLE"

Notes pour une allocution  
du Très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux  
Affaires extérieures,  
Montréal, le 14 mars

OTTAWA

Le 9 avril 1986

### Points saillants du discours

- Le gouvernement propose d'améliorer et de préserver la qualité et le nombre des emplois au Canada en entamant des négociations commerciales dans le cadre du GATT et avec les États-Unis.
- Cette politique "est pour le monde. Nous préparons le Canada pour le prochain siècle - un siècle qui n'appartiendra pas à un pays quelconque, mais au monde..."
- Les provinces ont le droit d'être entendues lorsque surviennent des questions qui touchent leurs domaines de compétence.
- Le Canada fait partie du monde. Le Canada est en train de devenir un pays plus fort et capable de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. "Nous sommes à la fine pointe de nombre de technologies nouvelles qui seront sources d'emplois et de croissance à l'avenir".
- Une attitude défavorable à l'accroissement du commerce "ne fait que dévaloriser le Canada... Ce pays peut affronter les meilleurs et l'emporter".

L'objectif de notre gouvernement est de donner au Canada la place qui lui revient dans le monde. En dix-huit mois de gouvernement, nous avons mis fin au déclin de notre économie, et l'avenir du Canada à cet égard n'a jamais été aussi prometteur. Et ce n'est qu'un début, Mesdames et Messieurs. Les budgets de Michael Wilson font partie de cette stratégie; il en est de même des initiatives que nous prenons dans le domaine du commerce.

Nous proposons de chercher à améliorer et à préserver la qualité et le nombre des emplois au Canada en entamant des négociations commerciales, d'une part avec le monde, dans le cadre de la nouvelle série de négociations du GATT, et, d'autre part, avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis.

Ces deux séries de négociations nous permettent d'affirmer et de garantir notre souveraineté.

Toutes les nations, Mesdames et Messieurs, ne partagent pas les mêmes points de vue. Les nations puissantes ont de l'influence. En accroissant sa force économique, le Canada accroît son influence sur le plan international. La souveraineté est fonction de la capacité économique, autant que de la volonté nationale.

D'autres facettes de notre souveraineté - la culture, un environnement sain, des programmes sociaux distincts - ne sont pas mises en cause par les négociations commerciales. Mais elles bénéficient des retombées de ces négociations.

Accroître les échanges commerciaux, c'est renforcer la croissance, et renforcer la croissance, c'est disposer de plus d'argent au Canada pour contribuer au développement des arts, pour subventionner les programmes sociaux et pour financer toutes les autres activités qui permettent de nous définir en tant que pays distinct.

Pour les nationalistes canadiens, la vraie question est de savoir comment renforcer l'économie pour exercer cette souveraineté. La réponse, c'est que nous ne pourrons bâtir une économie forte que si nous saisissons les occasions qui se présentent à nous dans le domaine du commerce international.

En 1935, alors que la plus grande partie du monde était occupée à édifier des barrières protectionnistes, le Canada et les États-Unis négociaient avec succès un accord commercial. Les principes exposés dans cet accord

annonçaient déjà les principes fondamentaux du premier Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - le GATT - conclu en 1948.

Ce fut le premier accord commercial multilatéral global du monde moderne. Il a ouvert la voie à une bonne partie du bien-être économique dont beaucoup de pays ont bénéficié après la guerre.

Notre but a toujours été de renforcer le système commercial multilatéral. Et nous le faisons de manière très canadienne.

Par exemple, nous reconnaissons qu'il existe une différence d'approche entre les pays développés et les pays en développement concernant la nouvelle série de négociations du GATT.

Dans le monde, des ponts sont nécessaires. Il faut des pays qui, tout en ayant leurs racines dans le monde industrialisé, sont capables de faire le lien avec le monde en développement. C'est ce que nous faisons. James Kelleher et moi-même avons envoyé des délégations commerciales au Brésil, en Amérique centrale, dans les pays de l'ASEAN et en Inde pour discuter des points à inscrire à l'ordre du jour des négociations, de façon à ce que cet ordre du jour soit valable pour le monde entier - pour les pays développés comme pour les pays en développement.

Nous avons proposé Montréal comme lieu de rencontre. Quel que soit l'endroit où se tiendront les négociations, nous serons présents pour participer activement à l'édification d'un système commercial multilatéral plus ouvert qui soit suffisamment solide pour obtenir la collaboration et l'appui de tous les pays du monde. Voilà l'essentiel de notre politique, une politique pour le monde. Nous préparons le Canada pour le prochain siècle - un siècle qui n'appartiendra pas à un pays quelconque, mais au monde et à ceux qui pourront soutenir la concurrence.

Il va de soi que cela comprend les États-Unis. En septembre, après des consultations étendues menées dans l'ensemble du Canada, le Premier ministre a invité les Américains à aborder la question des négociations commerciales.

S'ils acceptent d'entamer les négociations, celles-ci pourraient déboucher sur une entente d'échanges commerciaux plus libres avec les États-Unis, dans la mesure où une telle entente sert les intérêts à long terme des Canadiens. Si nous ne pouvons conclure une entente acceptable, il n'y aura

pas d'entente. Connaissant ce pays et ayant confiance dans notre force et dans nos principes, je peux vous dire, Mesdames et Messieurs, qu'il est possible de conclure une entente qui servira les intérêts de ce pays.

Nous nous sommes préparés avec beaucoup de soins à ces nouvelles négociations, des négociations commerciales avec le monde et avec nos voisins. Jamais auparavant dans l'histoire du Canada, des consultations n'avaient été tenues à l'échelle du pays tout entier. Nous avons mis sur pied un groupe consultatif national et James Kelleher annoncera prochainement la création de groupes consultatifs sectoriels. Ainsi, nous bénéficierons, au cours des négociations, de l'avis de personnes ayant une expérience concrète. En outre, nous rompons avec la tradition canadienne pour adopter une nouvelle manière de travailler ensemble. Nous posons en effet officiellement le principe de la pleine participation des gouvernements provinciaux à ces négociations, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'à présent. Nous croyons que les provinces ont le droit d'être entendues lorsque surviennent des questions qui touchent leurs domaines de compétence. Nous sommes d'avis qu'il nous faut oublier les querelles de juridiction et reconnaître plutôt, dès le début, que nous avons tous intérêt à faire progresser le Canada.

Si nous avons tiré une leçon des douze dernières années, c'est que nous en avons assez des conflits qui surviennent dès que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se rencontrent. Nous formons un seul pays et, en tant que tel, il est de notre devoir de cesser de nous quereller sur des questions de juridiction et de nous mettre ensemble au travail.

Mettre ce principe en pratique ne sera pas, toutefois, chose facile. Mais nous sommes convaincus que c'est là un bon point de départ et que cette nouvelle approche sera de loin plus fructueuse que la perpétuation des anciennes querelles de juridiction.

Le Canada, Mesdames et Messieurs, est un pays commerçant. Un peu plus de 30 % de notre produit national brut provient des exportations. À titre de comparaison, ce chiffre est de 15 % au Japon, soit la moitié moins que nous, et de 10 % aux États-Unis, soit un tiers de celui du Canada. Des sept pays qui se réunissent chaque année au printemps pour le Sommet économique des pays industrialisés, seule la République fédérale d'Allemagne dépend plus que nous des exportations.

La réaction des Canadiens à la famine en Afrique démontre hors de tout doute la détermination du peuple de ce pays à faire partie du monde. Elle démontre également que nous ne pouvons fermer les yeux sur certains événements qui surviennent dans le monde, que nous ne pouvons rester indifférents.

Nous ne pouvons dire au peuple canadien: "Ne faites pas attention à ceux qui meurent de faim en Afrique". De même, nous ne pouvons dire, dans un contexte commercial international qui menace les emplois et offre en même temps des possibilités au Canada, "s'il-vous-plaît, le monde, allez exercer votre influence où vous voudrez, mais surtout pas ici". Nous ne pouvons nous dissocier du monde moderne. Nous ne pouvons pas nous désintéresser de l'avenir.

Nous faisons partie du monde et nous devons croître au sein de ce monde. Pourtant, au cours de la dernière décennie, ce pays, le nôtre, qui dépend du commerce pour sa croissance, s'est laissé distancer. Pendant que le reste du monde se tournait vers l'extérieur, nous regardions vers l'intérieur. Pendant que d'autres pays cherchaient à stimuler les investissements et la croissance, nous faisons le contraire.

Mais tout cela, c'est du passé. Ce sont les politiques d'une époque révolue. Toutefois, notre pays, le Canada, a dû en payer le prix. Nous nous sommes laissés distancer et nous commençons seulement à rattraper notre retard.

Le Canada est en train de devenir un pays plus fort. Le Canada est de nouveau au travail. Les Canadiens peuvent être fiers de notre infrastructure industrielle moderne et diversifiée. Même si 60 % environ de nos exportations continuent de dépendre des ressources naturelles, une faible proportion seulement quitte le pays à l'état de matières premières.

La reprise économique du Canada a été plus vigoureuse que celle de nos alliés commerciaux. Le rythme annuel de croissance de l'économie a été de 6,1 % au cours des quinze derniers mois au Canada, soit plus du double de celui des États-Unis. Plus important encore, l'augmentation de la productivité a été cinq fois plus forte qu'aux États-Unis.

Cela signifie que le Canada est prêt à faire face au monde. Notre pays est prêt pour le prochain siècle. Depuis le début de la reprise, la valeur des exportations canadiennes a augmenté de 40 %. C'est le double de l'augmentation enregistrée après n'importe quelle récession depuis la guerre de Corée.

Je voudrais maintenant vous parler des possibilités qui s'offrent au Canada. Si nous parvenons à un accord avec le monde, nous pourrions préserver un grand nombre de nos emplois actuels, en créer beaucoup d'autres et générer une croissance qui nous permettra d'effectuer avec succès les ajustements et la transition nécessaires.

Comme l'a dit le Président il y a quelques instants, nous sommes sans conteste les chefs de file mondiaux pour ce qui est des télécommunications et du transport, ainsi que dans d'autres domaines de l'avenir. Personne ne nous surpasse, et en voici un exemple: vous connaissez la réputation des industries de pointe de Hong Kong. Et bien, nous leur vendons des microprocesseurs. Et les exemples de ce genre ne manquent pas.

Nous sommes à la fine pointe de nombre de technologies nouvelles qui seront sources d'emplois et de croissance à l'avenir.

Mais il nous faut des marchés plus vastes; considérez simplement ce fait: de tous les pays industrialisés avec qui nous sommes en concurrence, seule l'Australie a un marché intérieur plus petit que le nôtre. Dans un monde où les pays qui produisent pour les masses sont avantagés, le fait de ne disposer que d'un petit marché intérieur nous met à la traîne de nos concurrents.

Nous avons les compétences voulues. Nous avons confiance dans nos capacités. Il nous reste à trouver le marché. Ce marché, nous allons le trouver dans la région où nous avons toujours écoulé le plus gros de notre production. Nous allons donc renforcer et élargir notre accès aux marchés des États-Unis.

Pour le meilleur ou pour le pire, 75 % de nos exportations vont aux États-Unis. Plus de 20 % des leurs arrivent chez nous. Le commerce bilatéral entre nos deux pays dépasse chaque année 150 millions de dollars. Ce volume dépasse de 50 % celui du commerce entre les États-Unis et le Japon. En fait, les relations commerciales bilatérales entre le Canada et les États-Unis dépassent de loin celles de tous les autres pays.

Un accord commercial bilatéral équitable avec les États-Unis offrira à l'industrie canadienne de nouvelles possibilités de se faire une place sur un marché de plus de 200 millions de consommateurs.

C'est là la clé de notre capacité de livrer concurrence et de créer des emplois essentiels pour l'avenir d'un pays comme le nôtre.

Certains, comme il est tout naturel, éprouvent de l'appréhension face à ces questions. Ils pensent que le Canada se fera damer le pion s'il entame des négociations. Cette attitude ne fait que dévaloriser le Canada. Nous sommes trop forts pour cela. Ce pays peut affronter les meilleurs et l'emporter.

Il ne s'agit pas de se demander ce que les autres pays feront de nous, mais plutôt ce que le Canada peut faire pour lui-même. Le présent débat est un test pour la confiance en soi et la maturité du Canada.

Le Canada est un pays fort, accompli, confiant en lui-même. Ces qualités doivent se refléter dans nos actions, sinon nous risquons de compromettre la vigueur économique qui nous permettra de viser les objectifs et les intérêts qui nous sont propres.

Il ne fait pas de doute que toutes ces initiatives marqueront une étape importante dans la croissance du Canada en tant que nation. Elles susciteront des controverses, certes, mais il y en a toujours lorsqu'un pays va de l'avant. Chaque réforme proposée se heurtera à la résistance de ceux qui trouvent que les choses sont bien telles qu'elles sont, et de ceux qui doutent de la capacité du Canada de se débrouiller tout seul.

Lorsque Sir John A. MacDonald a voulu construire un grand pays s'étendant d'un océan à l'autre, il s'est heurté à une résistance, mais ce grand pays existe bel et bien aujourd'hui. Lorsque des programmes sociaux ont été soumis au Parlement dans les années 40, ils ont été contestés, mais ces réformes font maintenant partie des institutions permanentes du Canada.

Ce que nous proposons, c'est de tirer parti de ces points forts et non de les compromettre, ce qui ne manquerait pas d'arriver si nous continuions à nous laisser distancer dans un monde qui évolue.

Mesdames et Messieurs, ce pays a fait du chemin. Nous avons renforcé nos compétences, notre identité et notre confiance en nos capacités. Nous vivons dans le monde; en fait, nous y prospérons, et les nouvelles possibilités commerciales nous donnent la chance de poursuivre notre croissance, de créer de nouveaux emplois et de continuer à renforcer et à affirmer notre identité propre. C'est pour cela que nous sommes ici.